

## **Programme des Nations Unies pour le Développement**

Sponsors: Guyana

Signataires:

Sujet: "Prévenir du danger des déchets nucléaires pour la santé humaine à la préservation de l'environnement"



Au conseil du PNUD,

Bien conscients du rôle crucial du nucléaire dans la production d'électricité, atteignant les 10% du mix global ;

Désirant honorer la convention de Bâle, qui ne devrait pas se limiter au transfert de déchets dangereux, mais légiférer aussi sur le stockage même de ces déchets ;

Alarmés par la légèreté avec laquelle certains déchets nucléaires sont traités dans l'industrie ;

Déplorant les variations du traitement des déchets en fonction du pays de production ;

Soulignant que chaque avancée dans les sciences atomiques ont historiquement eu des conséquences néfastes ;

Insistant néanmoins sur le postulat que seul les avis scientifiques sont légitimes à déterminer des règles de sécurité à une échelle mondiale ;

Nous proposons par conséquent une nouvelle législation internationale :

1. En appeler aux experts scientifiques de l'ONU afin qu'ils nous établissent les mesures rationnelles d'une Charte Internationale de la Gestion de l'Atome (CIGA) ;
2. Imposer le respect de la CIGA à tous les pays utilisant le nucléaire à des fins d'autosuffisance ou d'exportation ;
3. Ordonner des inspections surprises au pays concernés afin de vérifier le respect de la CIGA ;
4. Imposer le stockage des déchets de haute activité et à vie longue (HAVL) dans des couches d'argile, jusqu'à ce qu'une solution scientifique plus efficace soit reconnue par la communauté internationale ;
5. Obliger un traitement minimal des déchets de très faible activité (TFA) ;
6. Condamner les Etats par des sanctions économiques proportionnelles à la masse de déchets ne respectant pas la CIGA (ces pays pourront décider en dans leur politique interne de faire retomber ces sanctions sur les industries nucléaires ou de les assumer eux-mêmes) ;
7. Étendre la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) aux déchets radioactifs, pour responsabiliser les industriels jusqu'à la fin du cycle de vie des déchets qu'ils produisent.

Relevant par ailleurs que seul un petit nombre de pays développés peuvent bénéficier de l'énergie nucléaire pour décarboner leur mix ;

Sceptiques face à la prolifération du nucléaire pour compenser les émissions des énergies fossiles ;

Inquiets de toutes les obligations que cette énergie requiert, en particulier sur les sols et les populations locales durant l'exploitation des combustibles fissiles ;

Rappelant que malgré tous les progrès de la science, l'activité nucléaire et la gestion de ses déchets représentent constamment un potentiel risque pour l'humanité et l'environnement ;

Convaincus que l'énergie nucléaire ne peut être la solution de durabilité cherchée pour remplacer les énergies fossiles ;

Nous proposons un panel de mesures complémentaires pour axer la politique internationale sur la sécurisation du nucléaire plutôt que son développement :

8. Sécuriser uniformément les forages d'uranium du monde entier en nécessitant une expertise scientifique internationale sur l'impact du forage sur l'environnement et les populations locales avant chaque projet, et donc faire en sorte que la réglementation ne soit pas relative à la nation ;
9. Appliquer un plafond (proportionnel à \$10 millions par milliard d'habitants dans un pays) des subventions nationales accordées aux infrastructures du nucléaire, afin de privilégier la rénovation des centrales existantes à la création de nouvelles ;
10. Limiter l'encouragement de la recherche sur des technologies d'amoindrissement de la toxicité des déchets nucléaires pour favoriser la recherche sur d'autres sources d'énergies ;
11. Encourager la construction de centres de stockage des déchets radioactifs à proximité des centres produisant les déchets radioactifs ;
12. Lever des fonds de développement aux pays qui se trouvent actuellement dans un état de traitement des déchets complexe à critique ;
13. Attirer l'attention sur l'importance de la compréhension et du soutien du peuple dans la lutte contre les inégalités entre les pays dans le traitement des déchets, en mettant en place des campagnes de prévention sur le danger international de ces déchets.